



Collectif des objecteurs de croissance du 62  
Nadine Baude

à Madame Catherine Piecuch  
secrétaire régionale de la FSU

Madame,

Vous nous interpellez pour **«connaître et publier les positions que nous nous engageons à défendre à l'Assemblée Nationale si nous sommes élu-es»**.

Si le collectif objecteurs de croissance 62 présente pour les législatives de 2012 des candidats dans les 12 circonscriptions du Pas de Calais, c'est d'abord pour faire connaître les idées de la décroissance, régulièrement boudées par les médias "officiels". Informer sur ce qu'elle est et surtout ce qu'elle n'est pas car, comme toute idée nouvelle et minoritaire, elle est souvent caricaturée. Pour présenter, par ce biais, une critique radicale de notre société fondée sur la croissance économique, les inégalités, l'argent, et la destruction de l'environnement, pour proposer une autre possibilité de société.

Aujourd'hui le ministre du «redressement productif» et ses collègues nous resservent l'éternelle rengaine de la croissance économique comme remède à nos problèmes pendant que d'autres proposent l'austérité aux plus pauvres. Nous refusons tout autant le culte de la croissance que le mensonge de l'austérité. **Nous proposons résolument de rompre avec le capitalisme, la société de croissance et de productivisme, de la consommation et du fascisme. Nous sommes pour la décroissance des inégalités et de l'individualisme, et la croissance du bien-être pour tous et du lien social. Pour une société socialement juste, écologiquement responsable, humainement décente et politiquement démocratique.**

Le développement économique tel que nous l'avons connu depuis la Libération est un échec : il aboutit à une impasse écologique sans que les inégalités (pauvreté au Nord, misère au Sud) en soient réduites pour autant. Les richesses ne profitent qu'à quelques-uns au détriment de l'intérêt général et des biens communs.

**La décroissance n'est pas l'inverse de la croissance. Une décroissance est une invitation à réorganiser nos sociétés autour d'un autre idéal. Un idéal de vrai progrès pour l'homme.**

La décroissance est forcément contre le capitalisme et ses valeurs, et ne peut être qu'une décroissance de l'accumulation, de l'exploitation des hommes et de la nature.

La décroissance n'est pas la décroissance de tout pour tous, ni un retour en arrière vers un pseudo bonheur perdu, mais bien un virage, une bifurcation que nous devons prendre afin de sortir des engrenages destructeurs de la société de croissance.

Pour cela, **les citoyens doivent conquérir la démocratie** car ce sont eux qui doivent s'interroger sur leurs besoins, leurs usages et la manière de les satisfaire.

La décroissance est un projet politique proposant un ensemble d'alternatives et d'idées concrètes pour sortir de la logique économique dominante.

Ces alternatives se structurent autour d'idées fortes comme le ralentissement (pour améliorer la qualité de vie des citoyens), la relocalisation (qui n'est pas le simple contraire de la délocalisation), la

simplicité volontaire (l'opposé du mythe de l'abondance), le partage (avec notamment un revenu inconditionnel garanti à chaque humain pour vivre, couplé à un « revenu maximal autorisé »).

### **Pourquoi nous sommes présents lors des législatives? Quel sens donnons-nous aux élections?**

Le changement de société (la sortie du capitalisme, de la société de croissance et du productivisme) par la prise du pouvoir est une illusion. Les changements en profondeur ne peuvent venir "d'en haut", mais, au contraire, naissent dans la prise en charge, de manière autonome, auto-organisée, de leur vie, par les gens eux-mêmes.

En ce sens, les manifestations, les pétitions, les élections, les luttes sociales, pour importantes qu'elles soient, ne sauraient remplacer la mise en pratique d'expérimentations nouvelles, d'alternatives concrètes, dans tous les compartiments de la vie des gens.

C'est pour cela que nous préférons insister sur l'ensemble des pratiques alternatives collectives, dans les domaines du transport, de l'habitat, des énergies, de l'alimentation, de la santé, de l'agriculture paysanne, de la réorientation des techniques, de la monnaie, etc... C'est dans ces pratiques que s'invente la sortie du capitalisme, et que s'élabore ce que sera la société de demain.

C'est donc à la lumière de cette analyse que nous pouvons concevoir notre participation aux élections: il ne s'agit pas pour nous de prendre le pouvoir pour réformer, mais de contribuer à créer un rapport de force, en faveur des alternatives que nous menons.

Dans ce sens, on peut résumer ce que seraient et feraient nos élu-es, et ce qu'ils-elles ne seraient et feraient pas :

- Ce qu'ils-elles ne seraient et ne feraient pas : co-gérer le système. On ne les retrouverait pas dans les commissions de gestion des affaires institutionnelles. Ils-elles n'accompagneraient pas le système.
- Ce qu'ils seraient et feraient : des relais et des points d'appui pour la création d'un rapport de force en faveur des initiatives concrètes inscrites dans la sortie du productivisme, dans le changement de société. Ils-elles soutiendraient la capacité des gens à inventer une autre vie.

**Concernant les sujets qui vous préoccupent**, la fonction publique, l'éducation, la justice, les droits et libertés, il va de soi que nous vous rejoignons lorsque vous dénoncez les inégalités, le fichage, les privations de liberté et de dignité. Nous pensons que, sur cette terre, «un vaut un», quelque soit son lieu de naissance. Que personne n'a le mérite de sa naissance. Et que donc chacun doit bénéficier des mêmes possibilités d'éducation et d'existence. Nous vous rejoignons également lorsque vous dénoncez les conditions de travail qui détruisent les travailleurs. D'ailleurs, en proposant un revenu garanti pour chacun, décorellé du travail, nous imaginons un système où le « travail » serait en fait une activité humaine librement choisie, désirée et créatrice de lien social. Tout comme certaines activités associatives ou militantes.

Les décisions prises depuis des décennies sont guidées par le profit, sous l'impulsion d'organismes (FMI, OMC, OCDE, ...) dont les rouages échappent aux citoyens, et qui dictent leur loi. Leurs finalités ne sont pas les nôtres : form(at)er des travailleurs « bons pour le marché » et « bons consommateurs » et non éduquer des citoyens ; écarter en les enfermant ou en les parquant ceux qui sortent du moule de la norme établie.

**Aussi, nous pensons qu'il est urgent de redéfinir les finalités que nous voulons pour l'école et la justice.**

Vous pouvez compter sur nous pour avancer dans ce sens.

Solidairement et fraternellement.

Pour le collectif des objecteurs de croissance 62,  
Nadine Baude